



## Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Attribution de subventions - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M). La délibération n°15049 du 27 novembre 2017 a fixé les modalités de gestion et de financement du dispositif, le règlement d'intervention et l'organisation de la gouvernance. Elle intervient à la suite de la convention de transfert du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ayant établi le transfert de 4 compétences dont le fonds d'aide aux jeunes.

Le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans révolus. Il constitue un enjeu de lutte contre la précarité des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. Il intervient également pour apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents, notamment alimentaires.

Le FAJ3M vise à financer des aides individuelles (1 017 jeunes en 2017) et des actions collectives, ces dernières faisant l'objet de la présente délibération.

Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté. Ces opérateurs conventionnés interviennent dans les domaines suivants : insertion professionnelle, violences faites aux femmes, hébergement d'urgence, mobilité, santé et souffrance psychologique...

En 2017, le FAJ de Montpellier a financé 5 actions collectives pour un montant de 73 000€. En parallèle, la convention de transfert entre le Département et Montpellier Méditerranée Métropole du 23 décembre 2016 et la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) afférente ont prévu également un transfert de charges de 19 602 € pour les actions collectives déployées sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Les bilans d'activités 2017 de ces actions collectives ont été transmis à la Métropole. Après analyse de ces derniers et dans un souci de continuité de gestion du dispositif, il est proposé, pour 2018, dans la mesure où les objectifs ont été atteints, de reconduire les montants de subventions octroyés précédemment aux associations par le Département et par la Ville de Montpellier ainsi que les objectifs à poursuivre par chaque opérateur :

- ISSUE – CORUS : Cette action vise l'accompagnement social, l'aide à la recherche d'un logement et le suivi éducatif de jeunes sans domicile stable. La convention de partenariat 2016 prévoyait un objectif de 60 jeunes accompagnés par an et un travailleur social dédié à temps plein à l'accueil et au suivi des jeunes dans le cadre du FAJ. Ce sont 102 mesures d'accompagnement qui ont été réalisées par l'association en 2017.

- Institut de Victimologie : Cette action consiste à proposer à des jeunes en échec un suivi psychothérapeutique leur permettant de mobiliser et stimuler leurs ressources psychiques nécessaires à lever les freins qui entravent leur dynamique sociale et professionnelle. Ce sont des prises en charge spécialisées centrées sur des séquelles psychiques de vécus traumatiques. 30 jeunes ont été pris en charge en 2017 par l'association dont 40% issus des QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville) sur des durées moyennes de 10h par jeune.

- L'Amicale du Nid : Cette action porte sur l'accompagnement socio-éducatif de jeunes en situation ou en risque prostitutionnel. Elle s'opère à travers de nombreuses actions de prévention dans les collèges et lycées et un accompagnement global aux démarches d'insertion, de suivi santé 21 jeunes femmes ont bénéficié de cette action collective en 2017.

- Le Passe-Muraille : L'action collective, en partenariat avec Enedis, vise la participation de jeunes à des chantiers citoyens d'insertion sociale. Ces chantiers s'adressent à des jeunes résidant en QPV rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. Les objectifs poursuivis visent à mobiliser des jeunes sur une action citoyenne de rénovation urbaine, favoriser les échanges entre les jeunes et les habitants, l'acquisition de compétences et l'accès à la formation. 30 jeunes ont participé aux 5 chantiers organisés (6 jeunes par chantiers orientés par la Mission Locale) centrés sur la valorisation du patrimoine mis en place en 2017.

- DEFI : L'action IVAL.com vise la remobilisation et la mise en situation d'employabilité de jeunes primo-arrivants des quartiers prioritaires et en particulier de la Mosson. Cette action permet une mise en parcours des jeunes accompagnés avec une prise d'autonomie et l'orientation possible vers des formations qualifiantes. La convention prévoyait d'accompagner annuellement 24 jeunes. 25 jeunes ont bénéficié de l'action en 2017 dont 3 sorties positives.

- APIJE : L'action collective soutient une plateforme de mobilité en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion sociale et/ou professionnelle sur le territoire du Lez Salaison (antenne de Jacou). A partir d'un diagnostic personnalisé sur les problématiques de déplacement du jeune, la plateforme propose des solutions individuelles adaptées pour lever les freins (transport personnalisé, conduite supervisée, atelier de pré-code...).

- CODES 34 : L'action collective permet de participer au financement d'unités mobiles pour la prévention et la prise en charge des jeunes en situation d'addiction. L'accompagnement médico-psycho-social proposé vise à faire diminuer les conduites à risques et à accompagner vers le soin. L'action est portée par une équipe pluridisciplinaire qui intervient au plus près des lieux de vie et dans le cadre d'un réseau de partenaires en santé et prévention santé. Au-delà des permanences hebdomadaires des unités mobiles, 56 jeunes de moins de 25 ans dont 5 sur l'aire métropolitaine ont été accompagnés en 2017.

- CHRS Elisabeth Bouissonade : Cette action collective vise l'accueil, l'accompagnement renforcé et le suivi des jeunes filles victimes de mariage forcés. Elle permet d'apporter une réponse rapide et multidisciplinaire aux jeunes femmes en rupture familiale avant ou après un mariage forcé via un accueil de jour dans le cadre du SAO, un hébergement d'urgence, l'écoute téléphonique et l'accompagnement social.

Le nombre de jeunes filles accompagnées est en augmentation constante depuis 2013 et s'établit à 50 personnes bénéficiaires des services du centre (contre 18 en 2013). 62% des jeunes femmes résident sur Montpellier et 10% sur la Métropole.

- Association PEPA - Point Ecoute Parents Adolescents (Groupe SOS Solidarités). L'action collective porte sur la mise en place d'une consultation psychologique pour les jeunes en difficulté et pour leur famille avec les objectifs suivants : accueil et écoute des jeunes pour une prévention précoce des phénomènes d'exclusion, traitement des détresses affectives et familiales des jeunes, l'accompagnement psychothérapeutique. PEPA anime 3 permanences localisées sur la Métropole (Castries, le Crès) permettant l'accueil gratuit des jeunes en situation de vulnérabilité. En 2017, 120 permanences ont été assurées sur les 2 antennes ayant permis d'accueillir 181 adolescents et 62 parents pour 534 rendez-vous programmés.

La répartition financière proposée s'établit comme suit :

Actions conventionnées (Ville de Montpellier)	68 000 €
ISSUE / CORUS	35 000 €
Institut de Victimologie	3 000 €
Amicale Le Nid	7 000 €
DEFI	13 000 €
LE PASSEMURAILLE	10 000 €

<b>Actions conventionnées (suite au transfert du Conseil Départemental)</b>	<b>19 602 €</b>
APIJE	2 250 €
CODES 34	2 681 €
CHRS E. Bouissonnade	6 511 €
PEPA	8 160 €
<b>Total des Actions collectives</b>	<b>87 602 €</b>

Les actions collectives portées jusqu'à fin 2017 par le Département se poursuivent dans le cadre de co-financement, la Métropole finançant l'action au prorata du nombre de jeunes sur le territoire métropolitain pour 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer les subventions aux associations suivant la répartition indiquée dans le tableau ci-dessus pour conduire les actions collectives dans le cadre du dispositif Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes, sous réserve de signature de la convention d'attribution afférente ;
- approuver la convention d'attribution type ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018, chapitre 934 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'attribution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-43300-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- convention de financement type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.